

LE SAHEL DANS LE DÉSORDRE MONDIALISÉ

ANDRÉ BOURGEOT *

Le capitalisme en crise systémique tend à l'exporter. Sur la base de ce constat, l'article avance l'hypothèse de la mise en place d'un nouvel ordre mondial qu'il appréhende à travers une approche comparative. Elle met en perspective les situations politico-militaires qui prévalent dans l'espace saharo-sahélien avec celles du Moyen-Orient. C'est à travers ce canevas « transnational » qu'est analysée la situation du Sahel et son délitement. L'analyse s'inscrit dans la longue durée afin de montrer combien les pressions exogènes se sont exercées. Elles se cumulent aux turbulences armées endogènes, des cycles des rébellions touarègues aux groupes armés narcodjihadistes qui ont nécessité les interventions militaires (Serval et MINUSMA) dans la sous-région.

De nombreux foyers d'affrontements armés sont apparus en Afrique¹. Ils ont engendré des processus de déstabilisation des États concernés² quelquefois confrontés à une montée en puissance, à des degrés divers (Mali, Algérie, Libye, Niger), à des groupes armés narcodjihadistes se réclamant du salafisme djihadiste et visant à l'instauration d'États théocratiques au sein desquels s'appliquerait strictement la chariya telle qu'elle pouvait être conçue au XIII^e siècle puis au XVIII^e par la wahhabiya de l'Arabie Saoudite.

À ces situations africaines se surajoutent les conflits aux Proche et Moyen-Orient, plus précisément en Syrie.

Ce canevas « transcontinental », qui suppose une approche globale et comparative de ces graves turbulences politico-militaires, permet de poser l'hypothèse suivante ancrée sur des événements contextualisés : la crise du capitalisme mondialisé n'est-elle pas

* ANTHROPOLOGUE, LABORATOIRE D'ANTHROPOLOGIE SOCIALE, CNRS.

¹ On se limitera ici à la seule Afrique francophone et, pour des raisons d'ordre analytique, la Libye sera prise en compte.

² En Côte d'Ivoire (2000-2013) ; en Libye (2011-2013) ; au Mali (2011-2013) et plus récemment en République centrafricaine (octobre 2013).

génératrice de la mise en place d'un nouvel ordre mondial susceptible de l'atténuer et de ramifier son système assorti d'organisation du politique proche, voire commune, s'inscrivant ainsi concrètement dans les processus de mondialisation dominateurs ? Il permettrait alors l'élargissement de ce système, d'abord dans les États considérés comme étant, selon les cas, les plus faibles ou les plus retors aux logiques politiques et économiques du capitalisme en souffrance.

C'est à travers cette problématique générale que sera abordé, singulièrement, le cas du Mali de 2003 à 2013, appréhendé dans l'espace saharo-sahélien, historiquement situé à partir de 2011, ce qui correspond à l'intervention franco-britannique³ en Libye et ses conséquences sur l'ensemble de la sous région et plus précisément sur le Mali.

La mise en place d'un nouvel ordre mondial

La méthodologie adoptée s'appuie sur les constats suivants. On assiste à une déstabilisation de certains États-nations dont les régimes et les systèmes politiques tendent à s'opposer au capitalisme en crise. Cette déstabilisation procède par étapes, État par État, ethnie par ethnie, groupe armé par groupe armé, selon les endroits, dans des espaces éloignés les uns des autres, mais qui renvoient aux mêmes enjeux, à savoir, une réorganisation généralisée du politique sur de nouveaux territoires en construction. Elle est assortie de visées finales non déclarées. Ainsi au Moyen-Orient, il s'agit d'abattre, en Syrie, le régime baasiste de Bachar Al Assad avec comme objectif ultime l'affaiblissement, voire le délitement, de l'État iranien afin de jeter les bases d'un grand Moyen-Orient cher à la politique expansionniste de l'ex-président Bush. L'offensive s'appuie sur un mécontentement et une opposition intérieure muselée qui fait l'objet de répression aveugle qui bâillonne l'expression démocratique et le mouvement populaire. Celui-ci est contraint de s'organiser en d'autres lieux et sur d'autres bases. C'est dans ce contexte qu'interviennent les forces djihadistes financées par l'Arabie Saoudite, et le Qatar, cet émirat confetti, nouvel arrivé dans l'arène mondiale et récent membre de la francophonie. Ces forces interviennent en alliance avec les opposants laïcs.

³ Accord de Défense signé le 2-11-2010. Cf. André Bourgeot, « Sahara de tous les dangers », *Hérodote*, n° 142, p. 42-77.

Cette crise prend des formes très différentes selon les endroits : elle n'est pas univoque. Les exemples grecs, espagnols et portugais révèlent les pressions financières et la surexploitation des salariés les moins bien lotis, mais il n'y a pas de violence armée. Par contre, en Libye, au Mali, en République centrafricaine et en Syrie, moins insérés dans l'économie capitaliste, on assiste au recours à la violence armée. Ces États constituent les lieux de la déstabilisation sous régionale en fonction des tensions régionales. Ces exemples illustrent la mise en place d'un nouvel ordre mondial selon le degré d'insertion des économies et des systèmes politiques des États concernés dans le système capitaliste qui a besoin d'institutions communes.

Face à l'agression occidentale (franco-britannique, OTAN), la Libye n'a dû compter que sur ses propres forces. Cette situation diffère sensiblement de celle qui prévaut en Syrie où les forces occidentales (France, États-Unis), alliées à l'opposition syrienne doublée des groupes armés djihadistes, doivent faire face à une alliance régionale (l'axe de la résistance). Celui-ci se compose de l'Iran et de plusieurs puissances non étatiques dont le Hezbollah, et la présence de la flotte russe le long du littoral. Le plan russe consistant à soutenir l'axe de la résistance. La Libye succomba faute d'alliances internationales.

Enfin, les relations franco-étatsuniennes relèvent plus de l'alliance et « d'intérêts partagés » que de l'hégémonie. Ces alliances plus conjoncturelles que structurelles renvoient à une recomposition des zones d'influence qui passe par un partage des tâches spatialisées. C'est ainsi que se dessine, dans ses grandes lignes, une redéfinition des zones d'influence. À cet égard, le cas de Djibouti est fort significatif. En effet, Djibouti est considéré comme une place de plus en plus stratégique en raison du combat contre la piraterie en Somalie et, par ailleurs, à cause des bases militaires allemandes et japonaises qui viennent s'ajouter aux bases américaines et françaises en cours de départ. Les États-Unis, en douceur, remplacent les Français tandis que la dictature perdure. C'est là une des conséquences de l'intervention française au Mali et aujourd'hui en RCA. On assiste depuis environ une année à un recentrage de la France sur l'Afrique de l'Ouest et centrale avec la très récente intervention militaire française en République centrafricaine. On assiste ainsi à un partage non exclusif des tâches entre les États-Unis et la France qui induit le basculement de Djibouti dans l'orbite américaine meublée d'un hub logistique important qui permettra la poursuite d'autres missions.

Ce nouvel ordre mondial qui se met en place est basé sur le rôle central mené par l'ONU et son conseil de sécurité dont les décisions sont exutoires.

Le laps de temps relatif au renouvellement des modalités sociales et institutionnelles de l'organisation politique des systèmes économiques mondialisés se rétrécit de plus en plus. Il est lié au rythme des crises plus ou moins graves et intenses du capitalisme et aux conditions de son exportation, et donc à celles de sa reproduction.

Ces crises sont structurelles et varient selon leur gravité pour atteindre finalement une dimension systémique qui caractérise celle que l'on connaît aujourd'hui.

C'est dans le cadre de cette trame globale que s'inscrit l'émergence des nouvelles formes d'organisation du politique de certains États d'Afrique de l'Ouest et centrale (les anciennes colonies françaises).

L'insertion originelle dans la déferlante économie libérale date des « conférences nationales souveraines » qui ont fleuri en Afrique francophone. Elles correspondent à la généralisation de la démocratie multipartite⁴ porteuse de relances économiques par la conquête de nouveaux marchés et l'émergence de nouvelles élites politiques et donc de la formation d'une nouvelle classe politique acquise, aux dynamiques du système dominant, car libéré des régimes dictatoriaux à parti unique (quelquefois sans Constitution comme au Niger du général putschiste Seyni Kountché). Ces régimes constituaient des obstacles aux ramifications de l'économie libérale et à ses institutions démocratiques dont elle est porteuse dans ses formes premières.

Dans les deux cas, ces entités politiques éphémères constituent des accélérateurs politiques institutionnalisés nécessaires et adaptés à l'insertion des États dans le système capitaliste qui doit se ramifier et se mondialiser.

Elles se manifestent par la tenue de « conférences nationales souveraines »⁵ qui servent de défouloir et favorisent l'émergence de nouvelles élites politiques qui prendront, le moment venu, la forme de figures du pouvoir illustrées par un ancrage populaire et, plus récemment, par une approche bien plus institutionnelle, par la création de Comité national de transition d'où le « peuple-

⁴ Le recours au multipartisme a d'abord été annoncé par le président de la Banque mondiale (Monsieur Barber B. Conable). Il fut attribué au mythique « discours de La Baule » écrit par l'académicien socialiste Erik Orsenna et prononcé, le 20 juin 1990, par le président François Mitterrand dans le cadre de la 16^e conférence des chefs d'États d'Afrique.

⁵ Au Mali, elle dura du 29/07/1992 au 12/08/2012. Au Niger, elle se déroula sur cinq mois, du 29 septembre au 3 mars 1991.

acteur » est exclu au profit des acteurs institutionnels, l'invariant étant le recours au concept de « nation » tandis que, dans le second cas, il ne s'agit que d'une « transition » ce qui signifie bien qu'il s'agit d'une organisation éphémère qui conduira vers d'autres formes d'organisation plus stables et plus pérennes, susceptibles d'assainir et de consolider le système. Ces nouvelles formes d'organisation du politique se cristallisent quelquefois autour de l'opportunité de créer des systèmes fédéraux adaptés aux réalités régionales et qui devront se généraliser.

Le Mali est un des aspects de l'internationalisation de la crise du capitalisme qui s'exporte, à la conquête de nouveaux marchés.

La déstabilisation de l'espace saharo-sahélien dans la longue durée (1969-2013)

Le recours à l'exemple régional du Moyen-Orient ne sert que d'introduction à la problématique générale énoncée ci-devant. Il s'agit maintenant de circonscrire plus concrètement les situations politiques et économiques qui prévalent dans l'espace saharo-sahélien appréhendé dans ses aspects régionaux et selon la même méthode que celle décrite précédemment afin d'en analyser les processus de déstabilisation actuellement mise en oeuvre. Pour ce faire, il convient d'appréhender et de restituer dans la longue durée, notamment à propos des États présentés, selon la terminologie de la communauté internationale, « d'États voyous » (Libye) ou « d'États faillis » (Mali). Cette dernière appellation sera réintégrée dans les circonstances politiques et historiques qui ont présidé à cet État.

Les États sahéliens : leur affaiblissement (1969-1994)

L'analyse qui suit concerne ce qu'il est convenu d'appeler les « Pays du champ »⁶ (Mauritanie, Mali, Niger, Algérie) qui servira de cadre référentiel. Ils sont tous confrontés à des problèmes exogènes qui les cantonnent dans des situations de dépendance structurelles.

Il s'agit des aléas climatiques. La grande sécheresse des années 1969-1973 qui se transforma en famine généralisée eut

⁶ La zone CEMOC : Comité d'état-majour opérationnel conjoint créé en avril 2010 dont le siège est à Tamanrasset. Il est chargé de la lutte contre le terrorisme : en fait, c'est une coquille vide...

des conséquences dramatiques sur les populations de pasteurs nomades et d'agropasteurs (Maures, Arabes, Toubous, Touaregs, Peuls) soumis à un exode massif (en Algérie, au Nigeria, au Burkina Faso, en Mauritanie) qui prit, pour certains d'entre eux, un caractère d'exil, plus particulièrement en Libye. Ils y furent accueillis dans les légions islamiques créées par le colonel Kadhafi. Ils y firent le coup de feu au Tchad, au Liban, en Palestine. Ainsi, une partie importante d'entre eux grandit en exil.

Cette calamité climatique, qui vit l'enrichissement spectaculaire de certains gestionnaires de l'aide humanitaire détournée au profit de la construction ou de l'achat de ce qui fut appelé « les villas de la sécheresse », provoqua un coup d'État au Niger perpétré par le Général Seyni Kountché le 15 avril 1974, autoproclamé président du Conseil militaire suprême de la République du Niger.

À ces aléas climatiques s'ajoutent les effets désastreux des premiers plans d'ajustement structurel (PAS) qu'impose le Fonds monétaire international à partir des années 1983-1984, qui érodent la marge de manoeuvre des États concernés. Au Mali, par exemple, les dépenses consacrées aux domaines de souveraineté (forces de sécurité, affaires étrangères, justice) tombent à 3 % du budget national. Cette diminution n'est pas pour rien dans le délabrement, la corruption, le népotisme et le clientélisme de l'armée malienne.

Dix ans après, en 1994, ces États sont victimes de la dévaluation du franc CFA, ce qui revient à multiplier par deux le montant de la dette qui doit continuer à être remboursée selon le taux et les modalités qui prévalaient avant.

Des rébellions cycliques à caractère ethnique

Depuis la rébellion de 1916, anticoloniale, animée par Firhoun, aménokal (chef suprême) de l'aristocratie guerrière de la « confédération » des Iwllimidden, toutes celles qui ont suivi d'une manière cyclique se sont soldées par des échecs, relativement aux objectifs déclarés. La période coloniale ne connaîtra pas d'autres insurrections armées.

L'indépendance acquise, ces rébellions interviennent toutes lorsque le pouvoir central étatique est affaibli, en construction ou en gestation.

En effet, la deuxième (1963-1964) se déclare lorsque le jeune État malien, d'orientation socialiste, est en construction⁷.

⁷ L'indépendance du Mali est acquise le 22/09/1960. Celle du Niger le 03/08/60.

Elle abrite les germes d'un courant indépendantiste et découle du projet colonial de création en 1957 d'une Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) dont l'un des objectifs inavoués était de séparer le Maghreb de l'Afrique subsaharienne pour s'accaparer les richesses pétrolières et gazières tout juste découvertes au Sahara algérien.

La ténacité du FLN algérien conjuguée à la radicalisation de l'Union soudanaise de Modibo Kéita conduisit à l'échec de l'OCRS.

Celui-ci n'est ni définitif ni irréversible. Au moment des indépendances formelles, l'heure n'est plus à la création de nouvelles entités politiques autonomes. L'idée d'un « Sahara français » évolue sous la forme d'intérêts français au Sahara dont la satisfaction passe par le soutien direct ou implicite aux cycliques rébellions armées animées par des groupes touaregs minoritaires qui, pour ce qui concerne le Mali, partent toutes de l'Adagh.

Le projet d'un grand Sahara (sous domination salafiste), territorialisé en émirats, permettrait la création d'un grand État théocratique recouvrant les septentrions mauritanien, malien, nigérien et l'extrême sud algérien. Ceux-là regorgent de richesses minières (pétrole, gaz, uranium) à la tête desquelles les émirs locaux pourraient acquérir de fabuleuses fortunes pérennisées par une « rente minière ».

Cette révolte se développe dans le contexte d'un État naissant dont les ramifications administratives ne couvrent pas encore tout le territoire national.

À ses frontières, l'Algérie, exsangue après huit ans de guerre de libération, édifie un État partageant la même orientation politique que celle de son voisin.

Elle illustre le passage houleux du colonialisme français au néocolonialisme : l'indépendance des nouveaux États est plus formelle que réelle. L'organisation du politique est ancrée dans la reconnaissance exclusive du parti unique rejetant l'opposition dans la clandestinité.

Celle de 1990-1995, la troisième, s'inscrit dans un contexte où les ramifications du système capitaliste obligent à une réorganisation du politique fondée sur la diffusion d'institutions communes : c'est le temps des « conférences nationales souveraines »⁸. L'État est mis très provisoirement « entre parenthèses ».

Celle de 2006-2007, la quatrième, se caractérise par une « absence » de l'État dans le septentrion malien qui devient une

⁸ Cf. note 5.

zone de non-droit où prévalaient l'impunité et tous les trafics⁹. Elle intervient au moment des élections présidentielles au motif que le pacte national, selon les rebelles, n'a pas été appliqué. Elle fera l'objet des « Accords d'Alger », signés le 4 juillet 2006 entre l'État malien et les représentants touaregs de l'Alliance démocratique du 23 mai pour le changement (ADC), via la médiation de l'Algérie.

Le point le plus important et le plus contesté par ses détracteurs concerne le processus de délocalisation des casernes militaires dans les zones urbaines et la création d'unités spéciales, composées d'ex-rebelles et d'éléments issus des régions nomades, et rattachés au commandement de la zone militaire. En d'autres termes, l'armée se retire d'une partie importante du territoire national où la souveraineté ne s'exerce plus, au profit des unités spéciales : cette situation s'apparente à une sorte « d'autonomie non déclarée » et « informelle », assortie de la reconduction pour dix ans d'un régime fiscal préférentiel défini par le pacte national. L'État est amputé d'une partie de sa souveraineté.

Celle de 2012, la cinquième, est initiée, comme les précédentes, par les Kel Adagh. Elle intervient le 17 janvier 2012 dans des contextes locaux, nationaux et internationaux inédits et en constante évolution : elle marque une rupture. Elle est animée par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) aux objectifs indépendantistes et qui se déclare laïc. Il a conquis la partie du nord du Mali en connivence, voire en alliance, avec des groupes armés de la nébuleuse d'Al Qaïda avant de se faire bouter hors des villes par cette même nébuleuse. La propagande politique de ce mouvement armé autoproclamé¹⁰ considère que l'Azawad était le territoire de leurs ancêtres qu'ils doivent reconquérir et ravir, selon eux, au colonisateur malien.

Il convient ici de rétablir les différentes significations du terme. Sur le plan ethnogéographique, le terme concerne l'espace compris entre Tombouctou et Araouane constituant les terrains de parcours des pasteurs nomades Bébabich, soit 380 km². Sur le plan administratif, il s'agit d'une région qui regroupe les gouvernorats de Tombouctou, Gao et Kidal. Sur le plan historique, l'Azawad n'a jamais été organisé en chefferie,

⁹ Ces années voient l'essor de nombreux trafics : drogues illicites (cocaïne, cannabis) ; êtres humains ; cigarettes ; voitures : Sahara de tous les trafics.

¹⁰ La majorité des sociétés touarègues, pacifistes, condamne les objectifs et les méthodes du MNLA minoritaire.

ni en royaume et encore moins en empire. Il en découle que le territoire de l'Azawad n'est qu'une construction politique fabriquée par le MNLA pour tenter de légitimer ses revendications indépendantistes et la reconnaissance d'un État. L'histoire est souvent l'objet d'imposture.

Il convient ici de mentionner que l'immense majorité du peuple touareg (tous rapports sociaux confondus) a désapprouvé, voire condamné les objectifs (indépendance) et les méthodes (recours aux armes) utilisés par ce mouvement, hétéroclite dans sa composition (éléments djihadistes, narcotrafiquants, « identitaires »).

Les rapports avec les populations civiles locales (Tombouctou, Gao, Kidal) sont cruciaux. Il y a eu (notamment à Gao) de nombreux Kel Tamacheq (Touaregs) du MNLA, souvent accusés de vols, de viols à l'encontre de ces populations. C'est dans ce contexte où certains éléments de la milice d'autodéfense Ganda Koye, proche de l'armée malienne, et de la communauté des Bellahs (Touaregs noirs) se sont associés (voire alliés) au MUJAO pour bouter le mouvement indépendantiste de Gao qui se réfugia à El Khalil, petite bourgade proche de la frontière algérienne. Ce dernier aspect révèle l'antagonisme politique entre « Touaregs noirs » (communauté des Bellahs, anciens esclaves) et « Touaregs blancs » (ancienne aristocratie et tributaires, nommés selon l'appellation vernaculaire « les Rouges ») fondé sur la violence des rapports sociaux qui régissaient les sociétés touarègues.

Ces rébellions touarègues développent des logiques et des pouvoirs « ethnocratiques » qui peuvent se combiner ou s'accommoder ponctuellement des logiques et pouvoirs théocratiques et se greffer dans un premier temps sur le salafisme djihadiste, ce qui fut le cas de la secte Ansar Eddin el Salafiya dirigée par le Touareg Iyad ag Ghali, le leader charismatique des rébellions des années 1990.

Il apparaît ainsi que ces rébellions armées sont révélatrices du violent passage d'un ordre mondial à un autre qui matérialise à chaque fois, soit des phases d'évolution du système capitaliste confronté à la nécessité de son expansion, de son maintien, ou bien qu'il soit en crise ou qu'il agisse en fonction de sa nature dominante.

Il convient ici de préciser les modes d'investigation relatifs aux sociétés touarègues et aux rébellions animées par certains de leurs éléments. Pour ce faire, deux remarques s'imposent. L'une à propos des approches et présentations par les médias, de ces groupes armés issus de ces sociétés. Elles sont organiquement hiérarchisées, ancrées dans une endogamie sociale (fondée sur le sang), qui structure les systèmes politiques touaregs

et entrave toute mobilité sociale. Elles sont montrées comme une entité politique homogène et unique et considérée comme une « ethnies » occupant un espace (voire un territoire) composé essentiellement par des Kel Tamacheq (Touaregs). Une telle présentation dénature sérieusement les réalités historiques et politiques de ces sociétés qui évoluent au sein de 5 États-nations (Algérie, Mali, Niger, Libye, Burkina Faso) aux frontières nationales datant des indépendances. Or, l'histoire du peuplement révèle très clairement que l'arrivée des différents groupes touaregs au Sahara et au Sahel s'échelonne dans le temps et dans l'espace en relation avec les contextes historiques. En conséquence, chaque composante touarègue¹¹ recèle ses propres caractéristiques, ses intérêts spécifiques et ses modes d'identification particuliers qui vont à l'encontre de la formation d'une « ethnies ». On assiste donc à une autonomie lignagère qui n'est pas contradictoire à des appartenances sociales ou à des identifications tribales supérieures¹² englobantes et fondées sur les principes de la fusion et de la fission, régis par les dynamiques sociopolitiques des sociétés segmentaires couplées au factionalisme, selon les circonstances.

L'autre remarque souligne le recours aux armes et marque les tentatives de retour au pouvoir local par l'ancienne aristocratie guerrière. La situation malienne se démarque de celle incarnée par les « printemps arabes » dont le mouvement social et politique ne procède ni de l'arabité ni de l'islam, mais d'une soif de démocratie et de justice sociale.

Depuis une dizaine d'années, les régions du nord du Mali¹³ ont connu de profondes transformations politiques qui ont conduit à un dépeçage du territoire national maillé par des territorialités administrés majoritairement par des groupes armés narco djihadistes et, à un degré moindre, par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), autoproclamé, ainsi que par des groupes qui se livrent à des activités criminelles¹⁴.

¹¹ L'ensemble de la communauté culturelle touarègue ne constitue pas une unité politique englobante, loin s'en faut. Les tentatives d'amalgames entre culture et politique se sont soldées par de retentissants échecs.

¹² « Fraction » selon le vocabulaire administratif, clan et/ou tribu selon les catégories anthropologiques.

¹³ Régions de Tombouctou, Gao et Kidal.

¹⁴ Trafics de drogues illicites (cocaïne, cannabis), d'armes et d'êtres humains.

Un des objectifs des descriptions et analyses qui vont suivre tentera de cerner les stratégies développées par tous ces groupes dont l'enchevêtrement, la superposition et leurs processus d'autonomisation générés par les contextes politico-militaires fluctuants ne facilitent pas la tâche.

Une attention particulière sera accordée aux groupes armés djihadistes, affiliés ou non à Al Qaïda. Ils seront appréhendés par une démarche anthropologique combinée à une dimension géopolitique sous-régionale visant à montrer l'emplacement géostratégique du Mali. Celui-ci est l'objet de nombreux enjeux induits par de probables processus de mise en oeuvre d'un nouvel ordre mondial, dont une des assises géographiques est l'espace saharo-sahélien qui, pour les besoins de l'article, se limitera aux États libyen, algérien, nigérien, mauritanien et malien.

L'islam et les groupes armés narcodjihadistes

Islam et islamisme dans le septentrion malien

L'islamisme n'est pas l'islam et la radicalisation de celui-ci est étrangère aux traditions locales : il s'est imposé au nord par des groupes armés relevant de la nébuleuse djihadiste et issu du démantèlement du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) algérien par l'ANP (Armée nationale populaire). Il importe cependant de mentionner que la wahhabiya¹⁵ saoudienne est présente et active depuis plusieurs décennies, notamment dans la région de Gao incluant une application rigoriste de la chariya fidèle aux origines de la secte.

Les groupes armés narcodjihadistes sont au nombre de trois : AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique, le MUJAO (Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest) et Ansar Eddin (el salafiya) dont les objectifs sont identiques, à savoir, la création d'un État théocratique. Toutefois chacun a sa propre autonomie et il n'est pas rare d'apprendre que certains militants soient interchangeables selon les circonstances : flexibilité dans leur composition et mobilité dans leur pratique les caractérisent.

¹⁵ L'influence de ce mouvement se manifeste par la présidence du Haut Conseil islamique du Mali (HCIM) confié au wahhabite Mahmoud Dicko, alors que 80 % de la population est malékite. La nomination en août 2012 d'un ministre des Affaires religieuses et du culte, revendiquée de longue date, couronne l'influence politique du mouvement. De surcroît, « certains allèguent que l'Arabie Saoudite construirait une mosquée par semaine au Mali » (in *Le 26 mars* du 11/06/2013).

Aqmi

Il résulte du démantèlement du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) algérien par l'ANP (Armée nationale populaire). Ses cadres sont tous des Algériens aguerris en Afghanistan lors de la guerre contre l'Union soviétique et dans les maquis kabyles pendant la guerre civile. Leur insertion dans le septentrion malien date des années 2003-2005. Il se sanctuarise dans le massif du Timetrin en épousant des femmes maures Berabich et des femmes touarègues appartenant pour certaines d'entre elles à la « tribu » des Idnanes.

Aqmi est considéré comme la « maison-mère ». Il obtient le label Al Qaïda en 2007 délivré par feu Oussama Ben Laden.

Le Mujao

Né d'une scission à l'intérieur d'Aqmi, légitimée par la dénonciation de discriminations à propos de la répartition des rançons qui, selon eux, privilégiait les Arabes au détriment des subsahariens noirs. Sa composition est plurinationale tandis que le « noyau dur » du mouvement est constitué d'Arabes de Tarkint, particulièrement efficaces dans le domaine du contrôle et de l'acheminement de la cocaïne.

Ce mouvement a organisé de nombreux attentats kamikazes (Tamanrasset, Ouargla, site gazier d'In Amenas en Algérie, Agadez au Niger) et d'attaques de sites miniers (Areva à Arlit au Niger, visant à la prise d'otages), ou d'édifices publics (prison de Niamey).

Parmi les sept diplomates algériens capturés à Gao le 5 avril 2012, il en détiendrait encore trois.

Le Mujao se distingue par la diversité de ses activités criminelles qui s'exercent sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

*Ansar Eddin Salafiya*¹⁶

Né en mars 2012 à l'issue d'une compétition entre Iyad ag Ghali de la tribu des Ifoghas et Mohamed ag Najem de la tribu des Idnanes pour le leadership du MNLA, qui incarne et confirme une tribalisation du politique. Il œuvre pour l'instauration de la chariya et récuse tout mouvement indépendantiste qui conduirait à une partition territoriale.

¹⁶ À ne pas confondre avec la confrérie pacifiste du même nom, créée en 1987 par le cheikh Ousmane Haïdara, soufi de rite malékite et vice-président du Haut Conseil islamique du Mali .

Sa composition sociologique concerne essentiellement des autochtones touaregs et maures. Son champ d'action est celui du septentrion malien. Il entretient des liens opportunistes avec Aqmi et le Mujao.

À la différence du drapeau noir des deux groupes précédents, le sien, sur fond blanc, a pour emblème une kalachnikov rouge et un sabre surmontés du Coran.

En comparant leurs champs d'action respectifs, il apparaît qu'à chaque groupe correspond une entité spatiale ou territoriale. C'est ainsi qu'Aqmi correspond au Maghreb et au Sahel. Sa dimension est internationale : il est « l'organe référent » et sa composition est à dominante arabe. Il contrôle Tombouctou, ville sainte du septentrion, ce qui est très symbolique.

Le Mujao concerne l'Afrique de l'Ouest et se rapporte *de facto* aux territoires étatiques de la Cédéao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest).

Son impact est régional. C'est, pour l'heure, le plus actif dans les attentats kamikazes et dans l'utilisation d'obus. Il contrôle Gao dont la population et celle des proximités villageoises sont depuis plusieurs décennies sous l'influence de la wahhabiya saoudienne.

Ansar Eddin, quant à lui, représente l'autochtonie et son champ d'action est le local. Il contrôle Kidal et Tombouctou.

Il en découle en quelque sorte une nouvelle « division du travail » qui correspond à un découpage territorial inspiré des modes organisationnels des émirats, le leader de chaque mouvement se proclamant émir.

Les groupes armés narcodjihadistes, après avoir mis à genoux le Mali, ont été chassés par l'intervention de l'opération Serval¹⁷. Celle-ci a été légitimée par la résolution 2100 du conseil de sécurité de l'ONU et légalisée par la demande du président de transition, le professeur Dioncounda Traoré qui a sollicité l'entremise militaire de la France.

Le succès de cette opération, qui a évité la création d'un « Sahélistan », a permis le contrôle militaire (sans doute ponctuel) par une force d'interposition (la MINUSMA) sur la quasi-totalité du territoire national, à l'exception de l'entrave de Kidal et sa région (l'Adagh) administrée par le MNLA¹⁸. Ce contrôle procède

¹⁷ Petit félin aux longues oreilles des zones arides. Il est apparenté au caracal. Sa particularité est d'uriner au moins 30 fois toutes les heures.

¹⁸ Avant l'intervention de l'opération Serval, le mouvement insurrectionnel avait été bouté de partout par les forces armées djihadistes. C'est

d'une militarisation du Sahara sous des formes et à des degrés variables, subordonné aux intérêts des puissances occidentales, notamment de la France.

La déstabilisation de l'Algérie dont les prémices apparaissent lors des interventions militaires en Libye, se poursuit par des tentatives de détachement du Sahara algérien (attentats du Mujao et de Mokhtar ben Belmokhtar, affrontements Maures/Touaregs à la frontière algéro-malienne) et par les revendications du Mouvement des fils du Sahara pour la justice islamique.

À la différence des autres groupes se réclamant du djihadisme, les revendications de ce mouvement ne sont pas théologiques ; il ne veut pas imposer la chariya, mais il se fonde sur des revendications sociales. Il accuse le gouvernement algérien de discrimination régionale pour avoir délaissé le sud et l'extrême sud dans le sous-développement, ne bénéficiant pas des retombées des richesses.

L'objectif des trois mouvements de la nébuleuse d'Al Qaïda est de conquérir des territoires pour y imposer leur loi sur la base de leur interprétation du Coran.

Cet islam-là est fondamentalement antidémocratique et réactionnaire. Leur projet est théocratique. Par-delà des rites différents, il se rapproche de l'islam chiite iranien et s'apparente aux partis uniques. Le pouvoir religieux est un pouvoir suprême, de droit divin, qui se place au-dessus des pouvoirs en les cantonnant dans une gangue manichéenne du type « supérieur/ inférieur » (par ex., le témoignage d'une femme en justice ne vaut pas celui d'un homme).

La géopolitique libyenne (1972-2011)

Elle s'inscrit dans le cadre d'une compétition entre la Jamahiriya libyenne et l'Algérie pour le leadership sous-régional. Elle prend forme notamment à l'égard des populations touarègues lors des grandes sécheresses de 1969-1973 et 1983-1984 pendant lesquelles un nombre important d'entre elles trouva refuge en Libye perçue comme un Eldorado. C'est ainsi que le colonel Kadhafi a recruté des mercenaires touaregs (maliens et

après cette intervention que le mouvement réapparaît et administre l'Adagh. Cette situation fit l'objet d'importantes critiques émanant du peuple malien, de sa presse et de certains hommes politiques qui accusèrent la France de collusion avec le MNLA et de duplicité.

nigériens) dans les légions vertes (les légions islamiques)¹⁹ pour établir des pressions politiques et ethniques sur les pouvoirs en place considérés comme dictatoriaux. Ces mercenaires firent le coup de feu au Tchad, au Liban, en Palestine. À la disparition de ces légions en 1987, ils furent intégrés dans l'armée libyenne.

La Libye, à la différence de l'Algérie, a développé concrètement une politique précise à l'égard des populations touarègues maliennes et nigériennes. Elle est marquée par une conception qui visait à intégrer la communauté berbère-bédouine²⁰ au monde arabo-musulman. L'Algérie, quant à elle, s'est limitée à intervenir en tant qu'État médiateur lors des rébellions armées à dominante touarègue, en 1995 et en 2006. Par ailleurs, elle adopta une attitude bienveillante à l'égard des rebelles qui, blessés au combat, recevaient des soins médicaux à Tamanrasset ou à Djanet.

À l'issue de ses échecs successifs visant à l'union des États arabes²¹ sous forme de systèmes fédéraux et à l'instauration d'un « socialisme islamique »²² suivi par le soutien à plusieurs groupes qualifiés de terroristes, de la Palestine à l'Indonésie ainsi que les indépendantistes de l'ETA espagnol et l'IRA irlandaise, soutenant les Brigades rouges et différents attentats²³, Kadhafi est devenu indésirable pour les Britanniques et les Étatsuniens à partir des années 1990. Il réoriente sa politique d'influence

¹⁹ S'inspirant probablement de la « Légion étrangère » et des Brigades internationales lors de la guerre civile espagnole. À la disparition de ces légions islamiques en 1987, ces mercenaires furent intégrés dans l'armée libyenne.

²⁰ Il associe une culture (berbère) à un mode de vie (le pastoralisme nomade assimilé aux Bédouins), ce qui caractérise un type de pastoralisme fondé sur l'utilisation du dromadaire, excluant ainsi les Peuls qui relèvent du pastoralisme africain fondé sur l'utilisation des bovins. Cette conception réductrice et partisane, mais correspondant aux réalités sahariennes, confère à la « bédouinité » un caractère ethnique.

²¹ Tentatives de fédération avec l'Égypte, le Soudan, la Tunisie, le Maroc, la Syrie, le Tchad.

²² Cf. le « Livre vert »

²³ Kadhafi est considéré comme responsable des attentats de Lockerbie en 1988, celui du vol UTA 772 en 1989 et de la discothèque « La Belle » aux États-Unis.

vers les peuples subsahariens qui le soutiennent et devient « panafricaniste ». Dans ce dessein, il crée la CEN-SAD²⁴.

C'est dans ce contexte qu'il contrebalancera cette réorientation panafricaniste en créant en 2006 la « Ligue sociale et politique des tribus sahariennes ». Cette création fut suivie de près par une insurrection de la rébellion touarègue animée par l'Alliance du 23 mai pour le changement (ADC). On assistera à la mise en réseau des rebelles fondée sur des alliances éphémères ou plus pérennes reposant sur des économies parallèles à caractère mafieux (drogues illicites, cocaïne, cannabis, êtres humains, cigarettes, armes, véhicules 4x4).

L'effondrement de la Libye sous l'effet des interventions militaires franco-britanniques puis celles de l'OTAN caractérise un tournant historique dont les conséquences immédiates se manifesteront sur le Mali et particulièrement sur sa partie septentrionale où prévalait une zone de non-droit, règne de l'impunité et de tous les trafics : souveraineté et autorité de l'État ne s'y exerçaient plus. On assista ainsi à un maillage et à un dépeçage du territoire national au profit d'une ethno-territorialisation induite par le contrôle de l'acheminement de la cocaïne (Maures, Arabes et Touaregs), génératrice de tribalisation du politique. Celle-ci, à la faveur de la création d'Ansar Eddin Salafiya, fut source d'objectifs d'instaurations d'émirats.

La ligue populaire et sociale des tribus du Grand Sahara

Créée le 10 avril 2006 à Tombouctou (Mali) le jour de la fête du Mouloud²⁵, ce qui lui confère une symbolique bien significative. En effet, la date incarne la naissance d'une potentielle entité politique associée à celle du prophète et de l'islam soufi à

²⁴ Cette Communauté des États sahélo-sahariens fut créée en 1998 à Tripoli, avec le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, le Niger et le Soudan. Entre 1999 et 2008, elle regroupa 28 États. Lors du Sommet de l'OUA qui s'était tenu à Lomé (Togo) en juillet 2000, elle devint une communauté économique régionale.

²⁵ Naissance du prophète Mohamed à La Mecque en 570 (571?) dont la fête révèle la vénération (issue du soufisme) et l'affection que les musulmans lui témoignent. Elles sont contestées par les sunnites wahhabites (courant au pouvoir en Arabie Saoudite). Dans les septentrions burkinabé et nigérien (notamment à Agadez), le Mouloud, appelé « Gani », fait l'objet de réjouissances populaires assorties de rites et rituels particuliers.

Tombouctou, la ville aux 333 saints vénérés²⁶. C'était attribuer un caractère divin à cette ligue. Dirigée à partir de Syrte (Libye) par le Libyen Rafa Madani, placée sous la présidence suprême du colonel Kadhafi, l'association regroupe des représentants de tout l'espace saharien du Maroc au Soudan, mais également d'autres pays tels que Djibouti et Oman, considérant la péninsule Arabique, la Syrie et la Mésopotamie comme composantes lointaines de cet espace²⁷.

Il s'agissait, selon les visées de Kadhafi, de réunir à terme tout le Sahara en un seul État. Ce grandiose projet qui, comme bien d'autres, ne se réalisa pas²⁸, suscite l'opposition de l'Algérie et de l'amenokal (chef suprême) des Touaregs algériens.

Le fonctionnement de cette ambitieuse ligue reposait sur la tenue de forums annuels. Parmi ceux-ci, deux sont importants. Il s'agit du 2^e forum qui s'est tenu en 2007 à Agadez (Niger) à la faveur des fêtes du Mouloud (Gaani)²⁹, qui voit l'intronisation de Kadhafi « *leader* des sultans touaregs », le titrant « d'amghar (chef) et guide des Touaregs, lui remettant l'emblématique « tambour du Grand Sultan » incarnant le pouvoir de et sur l'ensemble des tribus touarègues, créant ainsi une entité touarègue unique, plus virtuelle que réelle, mais qui laissa des traces dans l'imaginaire politique de certains Touaregs.

Ce cérémonial rituel dénote une allégeance (plus symbolique que réelle) au « guide de la révolution libyenne », plaçant leur avenir entre ses mains. L'objectif était de consolider l'unité entre les différentes tribus pour mieux contrôler le Sahara qui devenait une zone de non-droit (donc de désordre), sillonné par des contrebandiers, des trafiquants de toute nature.

C'est à l'issue de ce 2^e forum que de sérieuses accusations furent portées à l'encontre la ligue et de son président suprême, car ce fut après le Mouloud d'Agadez en 2007 que la rébellion touarègue du Mouvement national pour la justice (MNJ) éclata au Niger. Elle suivit celle de l'Alliance du 23 mai pour le changement, au Mali, qui se déclara après la même fête, mais en 2006. Ces deux rébellions temporellement (et sans doute politiquement)

²⁶ La secte salafiste djihadiste Ansar Eddin Salafiya, composée essentiellement de Touaregs et de Maures, occupera la ville le 31 mars 2012, contribuera à la destruction de certains tombeaux et de lieux saints, de portes sacrées.

²⁷ Tous ces pays sont sillonnés par des pasteurs nomades bédouins.

²⁸ Ne rappelle-t-il pas, un tant soit peu, le projet de l'OCRS ?...

²⁹ Terme mossi (Burkina Faso) en usage chez les Agadéziens.

imbriquées contribuèrent à fragiliser (et, à terme, déstabiliser) sensiblement les États concernés.

Le 3^e forum (le 19 mars 2008) s'est tenu à Kampala (Ouganda) en présence de 6 000 participants représentant les tribus, mais aussi les musulmans d'Europe, des États-Unis et du Golfe. La composition de ce forum illustre implicitement une forme « d'internationale musulmane ».

Il se fixe comme objectif de régler les crises des septentrions malien et nigérien ainsi que celle du Darfour afin de convaincre les rebelles et le gouvernement tchadien d'établir un gouvernement d'union nationale.

De ces deux forums, il découle d'une part que, concrètement, l'assise ethnique et territoriale de cette ligue concerne essentiellement les Touaregs du Mali et leurs chefferies, mais que son influence s'exerce sur l'ensemble des sociétés touarègues à l'exception de celles d'Algérie.

D'autre part, à travers cette ligue, Kadhafi apparaît comme la personne *ad hoc* pour résoudre les conflits armés, en conformité avec sa conception de la démocratie directe et en tant que représentant de « l'État des masses » (*la Jamahiriya*) qu'il personnalise et qu'il incarne à lui seul... C'est aussi la fonction qui lui a été assignée de « *leader* des sultans touaregs ».

Il s'oppose ainsi à l'Algérie qui assure un rôle de *médiateur* en tant qu'État et dont l'influence sur l'ensemble de la sous-région est prépondérante.

La nature des relations entre les Touaregs maliens et nigériens avec l'Algérie et la Libye diffère sensiblement. Elles participent de la compétition diplomatique et politique entre ces deux pays : l'Algérie est frontalière avec ces deux pays, ce qui n'est pas le cas avec la Libye qui n'a pas de frontière commune avec le Mali.

Algérie, Libye : leurs relations avec les Touaregs

Dans les relations avec les rébellions armées touarègues, l'Algérie élabore une tactique politique qui est créée par les événements, ce qui la conduit à se positionner dans un rôle de *médiateur institutionnalisé* qui cherche à affirmer son influence incontournable sur la sous-région sans passer par une réorganisation (interne ou non) des territoires nationaux.

La Libye, quant à elle, élabore une stratégie politique institutionnalisée exprimée lors du discours prononcé à Ubari . Il énonce un remodelage géopolitique qui passe par l'émergence de nouvelles entités politico-territoriales qui incarne simultanément un nouveau tiers-mondisme mâtiné de panafricanisme.

Ces différents objectifs et stratégies politiques entre ces deux puissances régionales qui se disputent l'influence sur les États-nations de la sous-région renvoie aux différences de la nature de l'État. L'un, l'Algérie est un État fort, centralisateur, qui dispose d'une armée forte et d'une population importante (38 millions d'habitants) et dont l'indépendance a été acquise à l'issue d'une guerre de libération qui a duré huit ans (1954-1962).

L'autre, la Libye, est issue d'un coup d'État perpétré par le colonel Kadhafi en 1969. Elle est peuplée de 6 à 8 millions d'habitants et fonde son organisation politique sur le Livre vert qui consigne les modalités de fonctionnement organisationnel de la société libyenne ancrée dans la « démocratie directe » qui induit des interventions directes (cf. congrès d'El Homs du 08/09/1980) et le soutien à la formation d'un mouvement politique touareg. Ce type d'organisation ouvre la voie à la tribalisation du politique déjà exprimé par le recours aux structures traditionnelles et aux figures du pouvoir issues des chefferies locales. Les systèmes politiques touaregs sont plus proches du « modèle » libyen (la Jamahiriya), de « l'État des masses » et de la construction d'une nation sans État centralisateur. L'histoire montrera que cette conception conduira à la personnalisation du pouvoir et à des dérives dictatoriales.

En guise de conclusion, on notera un déclin des centres et l'affirmation de dynamiques de plus en plus chaotiques des territoires politiques nationaux, ce qui illustre la situation actuelle du capitalisme et de la mise en œuvre d'un nouvel ordre mondial.

Quant aux poussées identitaires pacifistes, elles sont écartelées entre la mondialisation et le retour des féodalités.

Au Mali, ces poussées identitaires cycliques passent par le retour aux armes, ce qui n'est pas le cas des « printemps arabes » dont le mouvement ne procède ni de l'arabité ni de l'islam, mais d'une soif de démocratie et de justice. On constate cependant que démocratie et guerre sont consubstantielles, mais à géométrie variable. En effet, c'est au nom de la démocratie que la guerre se fait contre les groupes armés narcodjihadistes (Mali et Afrique saharo-sahélienne) et, simultanément, c'est au nom de la guerre contre ce qui est convenu d'appeler les dictateurs (Libye, Syrie) que l'on instrumentalise les salafistes djihadistes...

Bibliographie sélective

– Abdoulaye Idrissa Maïga, « Crises au Nord-Mali : entre rébellions et faux fuyants », in Doulaye Konaté (Dir.) *Le Mali entre doute et espoirs*.

- Réflexions sur la nation à l'épreuve de la crise du nord*, Éditions Tombouctou, p. 23-45.
- Blin, A. (2002), *Al-Qaïda. Manuel pratique du terroriste*, Bruxelles, André Versaille.
 - Bourgeot, A. (2000), « Sahara : espace stratégique et enjeux politiques », *Autrepart*, n° 16, p. 21-48.
 - Bourgeot, A. (2011), « Sahara de tous les enjeux », *Hérodote*, n° 142, p. 42-77.
 - Bourgeot, A. (2013), « Rébellions et djihadisme dans le septentrion malien », in Doulaye Konaté (Dir.) *op.cit.*, p. 23-45.
 - Bourgeot, A. (2013), « Mali, un État à reconstruire », *Diplomatie*, nov-déc., n° 65, p. 32-37.
 - Bourgeot, A. (2013), « La crise malienne : vers une recomposition géopolitique des espaces sahariens », in Mansouria Mokhefi et Alain Antil (éd.) *Le Maghreb et son sud : vers des liens renouvelés*, CNRS Éditions-IFRI, p. 91-109.
 - Charvin, R. et Vignet-Zunz, J. (1987), *Le syndrome Kadhafi*, Albatros.
 - Collon, M. (2011), *Libye, Otan et média mensonges. Manuel de contre-propagande*. Investigation, couleurs livres.
 - Daniel, S. (2012), *Aqmi, l'industrie de l'enlèvement*, Paris, Fayard.
 - Guidère, M., (2007), *Al-Qaïda à la conquête du Maghreb. Le terrorisme aux portes de l'Europe*. Éditions du Rocher.
 - M. El Kadhafi . (1984), *Livre vert*, Tripoli, Jamahiriya.
 - Mansouria Mokhefi, (2013), *L'Algérie face aux dérives intérieures et extérieures de l'économie grise*, in Mansouria Mokhefi et Alain Antil, *op.cit.*, p. 211-232.
 - Moussa Mara, (2010), *L'État au Mali, Tome 1, Présentation et diagnostic*, Bibliothèque nationale, Bamako.
 - Ousmane Oumarou Sidibé, (2013), « La déliquescence de l'État : une accélération de la crise malienne ? », in Doulaye Konaté (Dir.) *op. cit.*, p. 171-192.